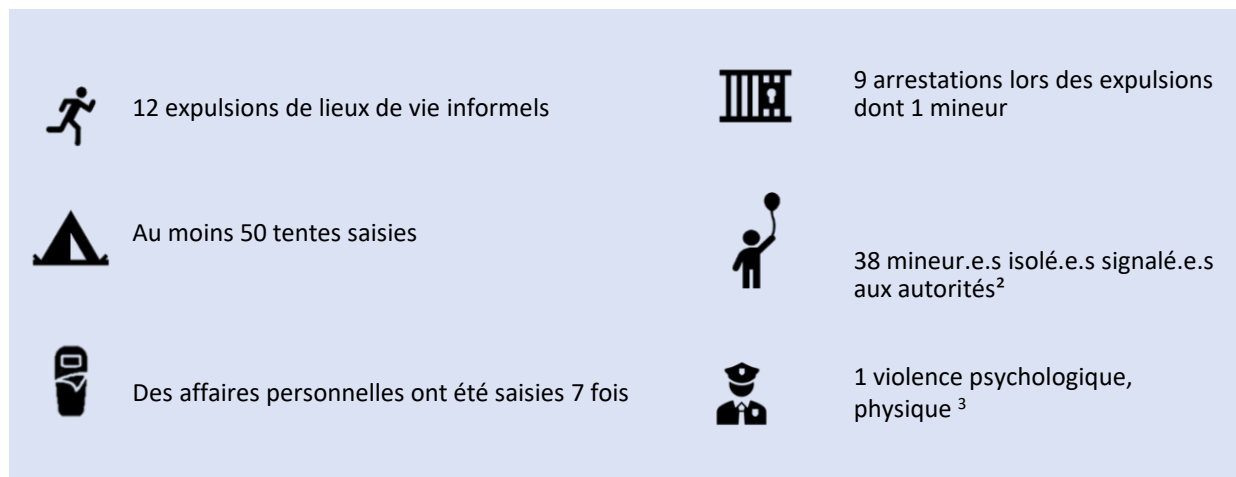




## Bulletin mensuel des observations des expulsions menées par Human Rights Observers à Grande-synthe, Nord – Juillet 2020

Depuis 2017, le projet HRO a pour mission d'observer et de documenter quotidiennement les violations des droits humains des personnes en situation d'exil à la frontière franco-britannique<sup>1</sup>.

### Chiffres concernant les expulsions hebdomadaires des lieux de vie informels



Dans le cadre de la politique « d'évitement des points de fixation », a conduit à des expulsions de plus en plus fréquentes en Grande-Synthe, les expulsions ayant parfois lieu plusieurs jours de suite. Tous les abris, ainsi que les effets personnels et les biens de première nécessité sont saisis et détruits. Ces opérations sont accompagnées de contrôles d'identité souvent abusifs (*Cour de cassation, 25 avril 1985, n° de pourvoi 84-92916*) et donnent lieu à des arrestations puis placement en rétention administrative alors illégaux.

### Harcèlement des défenseurs des droits lors de l'observation



2 tentatives d'intimidation<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Nos données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

<sup>2</sup> Le nombre de signalements effectués est au deçà du nombre réel de mineur.e.s isolé.e.s qui étaient en situation de rue et de danger sur le territoire Grand-Synthois au mois de juillet. Sur ce territoire, aucune association non mandatée n'a d'activité spécifique ciblant les MIE, contrairement à Calais, et se trouve en capacité d'effectuer ce travail d'identification précise. Un constat demeure: les opérations de démantèlement répétées sont sources de fragilisation accrue voire de disparition de ces enfants, filles et garçons, et donc de risques majorés de traite et d'exploitation.

<sup>3</sup> Un agent de sécurité de la SNCF a poursuivi 2 hommes

<sup>4</sup> Un officier sans RIO visible a photographié des bénévoles HRO sur son téléphone personnel ; un officier a poussé un.e des bénévoles présent.e.s sur le terrain